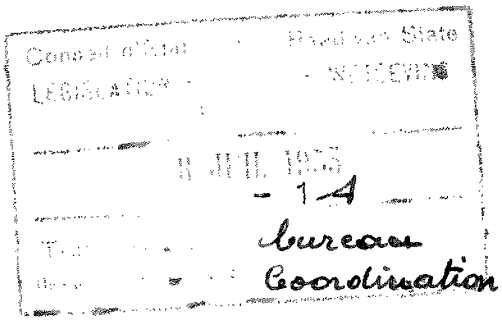


GK. L. 3659/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 13 juin 1953, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "concernant le salaire garanti", a donné le 17 juin 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e Juni 1953 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het gewaarborgd loon", heeft de 17e Juni 1953 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

Aux termes de l'article 1er, la loi s'applique aux personnes engagées dans les liens d'un contrat de louage de travail.

Les termes "contrat de louage de travail", ne sont pas usuels dans notre droit positif; ils n'ont été employés que dans la loi du 24 juillet 1939 tendant à sauvegarder les droits des citoyens rappelés sous les armes. Dans son avis du 19 décembre 1949 sur un projet de loi "instituant le Code civil du travail", le Conseil d'Etat a proposé de substituer l'expression "contrat de louage de travail" à celle de "contrat de louage de services" (voir Sénat, 1950-1951, Doc. n°125, p. 42-43).

Ce projet n'étant pas devenu loi jusqu'ici, le Conseil d'Etat est d'avis que l'expression "contrat de louage de travail" devrait être précisée. De même, le terme néerlandais "arbeidsovereenkomst" prête à confusion, la loi du 10 mars 1900 lui donnant la signification plus restrictive de "contrat de travail".

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat constate une contradiction entre les articles 1er et 6 du projet. A s'en référer à l'exposé des motifs, l'article 1er de la loi "assure du bénéfice de ses dispositions tous les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail".

.../...

Or, l'article 6 limite l'application effective de la loi aux branches d'industries et aux catégories de travailleurs déterminées par le Roi.

L'article 1er dispose que la loi s'applique "dans les conditions", c'est-à-dire suivant les modalités, "prévues à l'article 6". Mais il ne s'agit pas en réalité des seules modalités d'application "motivées par les us et coutumes des professions en cause". La loi ne s'appliquera qu'à la condition que, c'est-à-dire pourvu que le Roi en décide ainsi.

Il apparaît donc logique de fusionner les articles 1er et 6 du projet ou tout au moins de modifier ces dispositions afin de faire ressortir que l'application de la loi est subordonnée à un arrêté royal qui en décide.

Article 2.

Il résulte de l'exposé des motifs (p.10), que le paiement de 80 p.c. du salaire n'est imposé que dans les cas où la réglementation sur l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité subordonne l'octroi des indemnités qu'elle accorde à l'expiration préalable d'une période de carence de trois jours.

Cette intention n'est pas clairement exprimée dans l'article 2, qui ne semble se référer aux jours de carence que pour la fixation du jour à partir duquel le droit à 80 p.c. du salaire est acquis.

.../...

En interprétant le texte comme l'explique l'exposé des motifs, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il est de mauvaise technique de faire dépendre d'un texte réglementaire l'effet d'une disposition légale : en effet, un tel procédé empêche le Roi de modifier la réglementation concernant l'assurance maladie-invalidité de telle manière que les jours de carence soient supprimés ou que leur nombre soit modifié sans qu'il rende inapplicables les dispositions de l'article 2 de la présente loi.

Enfin, le Conseil d'Etat fait remarquer que, quoiqu'aux termes de l'article 1er la loi s'applique à tous les salariés, l'article 2 n'est pas applicable aux employés; en effet, l'article 68 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 concernant l'organisation de l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité, prévoit une carence de trente jours, ouvrables ou non, lorsqu'il s'agit d'un assuré engagé dans les liens d'un contrat d'emploi.

\+

\+ \+

Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 2, le paiement des 80 p.c. du salaire n'est dû qu'aux travailleurs des entreprises où est institué un conseil d'entreprise en exécution de la loi du 20 septembre 1948.

S'il entre dans l'intention du Gouvernement d'accorder cet avantage seulement aux travailleurs des entreprises où un conseil d'entreprise existe en

fait, l'article 2 n'est applicable que dans les entreprises de plus de deux cents travailleurs. Cette interprétation a, en outre, comme conséquence, qu'il est accordé une faveur aux employeurs qui refusent d'obtempérer aux prescriptions de la loi du 20 septembre 1948.

Si, au contraire, le Gouvernement veut rendre applicable l'article 2 aux travailleurs des entreprises où un conseil d'entreprise devrait être installé légalement, il en résulterait que cette disposition s'appliquerait aussi aux travailleurs des entreprises de cinquante à deux cents travailleurs. En effet, les arrêtés du Régent des 13 juin 1949 et 13 juillet 1949, tels qu'ils ont été modifiés par les arrêtés royaux du 27 octobre 1951 imposent, à partir du 1er avril 1953, l'institution de conseils dans les entreprises comptant au moins cinquante travailleurs.

Article 3.

L'article 3 du projet fixe les conditions de paiement du salaire pour les jours d'interruption de travail à l'occasion de jours fériés. Le texte ne précise pas de quels jours fériés il s'agit : l'article 84 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national du Placement et du Chômage fait, par exemple, la distinction entre les jours fériés légaux, les jours de fête résultant de l'application du règlement d'atelier ou des us et coutumes, et les jours fériés payés par application de l'arrêté-loi

.../...

du 25 février 1947. Dans la dernière hypothèse, il y a lieu de préciser encore si l'on prend en considération tant les dix jours énumérés à l'article 1er de l'arrêté du Régent du 2 avril 1947, que les jours fériés qui remplacent les jours visés ci-dessus, en vertu de l'article 2 du même arrêté.

\+

\+ \+

La portée de l'article 3 dépasse les intentions du Gouvernement telles qu'elles sont définies dans l'exposé des motifs.

Suivant le texte de cet article, toute cause indépendante de la volonté du travailleur et autre que la force majeure dans le chef de l'employeur entraînerait l'application de l'article 3. Tel serait notamment le cas d'une grève dans les entreprises de transport en commun qui mettrait le travailleur dans l'impossibilité de poursuivre son travail.

Or, l'intention du Gouvernement est de limiter l'application de l'article 3 au cas du travailleur mis dans l'impossibilité de travailler par le fait de l'employeur et à l'occasion d'un jour férié.

Article 5.

Aux termes de l'article 5, le Roi peut diminuer le montant des cotisations établies par la législation sur la sécurité sociale.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il est de meilleure technique de remplacer le texte de cet article par des dispositions modifiant les lois visées, à savoir l'article 3 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'article 2 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et l'article 3 de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Article 6.

L'article 6, alinéa 2, impose au Roi l'obligation de demander l'avis des commissions paritaires intéressées avant de prendre les mesures réglementaires prévues à l'alinéa 1er de cet article.

Le Conseil d'Etat fait remarquer que la plupart des lois qui prévoient une formalité semblable fixent un délai dans lequel l'avis doit être donné.

C'est ainsi que l'article 8 de la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil national du travail, impose un délai de deux mois dans tous les cas où la consultation de ce conseil est requise.

Artikel 1.

Luidens artikel 1, is de wet van toepassing op de door een arbeidsovereenkomst verbonden personen.

De termen "contrat de louage de travail" zijn in ons stellig recht nog niet ingeburgerd ; men vindt ze alleen terug in de wet van 24 Juli 1939 tot vrijwaring van de rechten der wederopgeroepen burgers.

In zijn advies van 19 December 1949 over een ontwerp van wet tot invoering van het Burgerlijk Arbeidswetboek heeft de Raad van State voorgesteld de woorden "contrat de louage de travail" te gebruiken in plaats van "contrat de louage de services" (zie Senaat, 1950-1951, Doc. nr 125, blz. 42-43).

Aangezien dat ontwerp tot dusver geen wet is geworden, adviseert de Raad van State de uitdrukking "contrat de louage de travail" nader te omschrijven. Ook de Nederlandse term "arbeidsovereenkomst" kan dubbelzinnig zijn, want de wet van 10 Maart 1900 heeft daaraan de meer restrictieve betekenis van "arbeidscontract" gegeven.

\+

\+ \+

De Raad van State merkt een tegenspraak op tussen de artikelen 1 en 6 van het ontwerp. Volgens de memorie van toelichting, "verleent artikel 1 van de wet

.../...

de voordelen van zijn bepalingen aan alle werknemers die door een arbeidsovereenkomst verbonden zijn".

Volgens artikel 6 echter, is de werkelijke toepassing beperkt tot de bedrijfstakken en de categorieën van werknemers die de Koning bepaalt.

Artikel 1 zegt dat de wet van toepassing is "onder de in artikel 6 gestelde voorwaarden", met andere woorden, volgens de aldaar gegeven modaliteiten. In werkelijkheid gaat het nochtans niet om loutere toepassingsmodaliteiten "door de gewoonten en de gebruiken in de betrokken beroepen gemotiveerd", maar wel hierom, dat de wet alleen toepassing zal vinden op voorwaarde dat, dit is, mits de Koning aldus beslist.

Blijkbaar ware het dus logischer, de artikelen 1 en 6 van het ontwerp tot één artikel te verwerken, of althans, ze te wijzigen om duidelijk te maken dat de wet niet kan worden toegepast tenzij een koninklijk besluit aldus beslist.

Artikel 2.

Blijkens de memorie van toelichting (blz.10) is de betaling van 80 t.h. van het loon slechts verplicht in de gevallen waarin de reglementering inzake verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit de toekenning van de door haar verleende vergoedingen afhankelijk stelt van het verstrijken van een carentieperiode van drie dagen.

Die bedoeling is niet duidelijk genoeg uitgedrukt in artikel 2, dat zich op de carentiedagen blijkbaar alleen beroept om vast te stellen van welke dag af het recht op 80 t.h. van het loon verkregen is.

.../....

Hecht men aan de tekst de interpretatie die de memorie van toelichting daaraan geeft, dan is het naar het advies van de Raad van State technisch verkeerd de uitwerking van een wetsbepaling te doen afhangen van een verordenende tekst : dergelijk procédé neemt immers de Koning de mogelijkheid uit handen, de reglementering inzake verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit zo te wijzigen, dat de carentiedagen zouden worden afgeschaft of dat hun aantal zou worden gewijzigd zonder meteen het bepaalde in artikel 2 van deze wet buiten toepassing te stellen.

Tenslotte merkt de Raad van State op dat , hoewel luidens artikel 1 de wet toepasselijk is op alle loonarbeiders, artikel 2 niet geldt ten aanzien van de bedienden, vermits artikel 68 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 betreffende de organisatie van verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit een wachttijd vaststelt van dertig dagen, werkdagen of niet, wanneer het gaat om een verzekerde met bediendenarbeidsovereenkomst.

\+

\+ \+

Luidens het tweede lid van artikel 2 is betaling van 80 t.h. van het loon slechts verschuldigd aan de werknemers van de ondernemingen waar een ondernemingsraad is opgericht ter uitvoering van de wet van 20 September 1948.

.../...

Is het de bedoeling van de Regering dit voordeel uitsluitend toe te kennen aan de werknemers der ondernemingen waar een ondernemingsraad in feite bestaat, dan geldt artikel 2 alleen ten aanzien van de ondernemingen met meer dan tweehonderd werknemers. Die interpretatie brengt bovendien mede, dat een gunst wordt verleend aan de werkgevers die weigeren de voorschriften van de wet van 20 September 1948 na te komen.

Wil daarentegen de Regering dat artikel 2 toepassing vindt ten aanzien van de werknemers in de ondernemingen waar volgens de wet een ondernemingsraad zou moeten opgericht zijn, dan zou deze bepaling eveneens gelden voor de werknemers der ondernemingen met vijftig tot tweehonderd werknemers. De besluiten van de Regent van 13 Juni 1949 en 13 Juli 1949, zoals zij werden gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 October 1951 leggen immers van 1 April 1953 de verplichting op een raad op te richten in de ondernemingen met ten minste vijftig werknemers.

Artikel 3.

Artikel 3 van het ontwerp stelt regelen aangaande de betaling van het loon voor de dagen van werkonderbreking ter gelegenheid van de feestdagen. De tekst zegt niet nader welke feestdagen bedoeld zijn : artikel 84 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de inrichting van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid maakt bij voorbeeld een onderscheid tussen de wettelijke feestdagen, de feestdagen ingevolge de toepassing van het werkplaatsreglement of

.../...

van de gewoonten en gebruiken, en de bij toepassing van de besluitwet van 25 Februari 1947 betaalde feestdagen. In deze laatste hypothese zou dan nog nader moeten worden verklaard of zowel de tien dagen opgesomd in artikel 1 van het besluit van de Regent van 2 April 1947, als de feestdagen die krachtens artikel 2 van hetzelfde besluit de evenbedoelde dagen vervangen, in aanmerking worden genomen.

Artikel 3 gaat verder dan de bedoelingen van de Regering, zoals deze in de memorie van toelichting zijn uiteengezet.

Volgens dat artikel zou iedere andere oorzaak buiten de wil van de werknemer dan een geval van overmacht in hoofde van de werkgever, toepassing van artikel 3 tot gevolg hebben. Dit zou onder meer het geval zijn met een staking in de ondernemingen voor gemeenschappelijk vervoer, waardoor het de werknemer onmogelijk zou worden zijn arbeid verder te verrichten.

De bedoeling van de Regering is echter, artikel 3 alleen dan toe te passen wanneer het de werknemer onmogelijk wordt te arbeiden door de daad van de werkgever of ter gelegenheid van een feestdag.

Artikel 5.

Luidens artikel 5 kan de Koning het bedrag van de door de wetgeving op de maatschappelijke zekerheid vastgestelde bijdragen verminderen.

.../...

De Raad van State is van advies dat het technisch beter ware de tekst van dit artikel te vervangen door een bepaling houdende wijziging van de bedoelde wetten, met name artikel 3 van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 2 van de besluitwet van 10 Januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid der mijnwerkers en er mee gelijkgestelden en artikel 3 van de besluitwet van 7 Februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij.

Artikel 6.

Artikel 6, tweede lid, legt de Koning de verplichting op, het advies van de betrokken paritaire comité's in te winnen alvorens de in het eerste lid van dat artikel bedoelde reglementaire maatregelen te treffen.

De Raad van State merkt op dat de meeste wetten die een soortgelijke formaliteit voorschrijven, een termijn vaststellen binnen welke het advies moet gegeven worden.

Aldus stelt artikel 8 van de wet van 29 Mei 1952 tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad een termijn van twee maanden in alle gevallen waar het advies van die raad is vereist.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS, de Heren :	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
Ch. VAN REEPINGHEN, F. VAN GOETHEM,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.